

**Chemin :****Code général des impôts**

- ▶ Livre premier : Assiette et liquidation de l'impôt
  - ▶ Troisième partie : Dispositions communes aux première et deuxième parties
    - ▶ Titre premier : Assiette et contrôle de l'impôt
      - ▶ Chapitre I ter : Centres de gestion agréés, associations de gestion et de comptabilité et associations agréées des professions libérales
        - ▶ II : Associations agréées des professions libérales

**Article 1649 quater F**

- ▶ Modifié par LOI n°2007-1822 du 24 décembre 2007 - art. 5

Des associations ayant pour objet de développer l'usage de la comptabilité, de fournir une analyse des informations économiques, comptables et financières en matière de prévention des difficultés économiques et financières et de faciliter l'accomplissement de leurs obligations administratives et fiscales par les membres des professions libérales et les titulaires des charges et offices peuvent être agréées dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat pris après avis des organisations professionnelles.

Ces associations ont pour fondateurs soit des ordres ou des organisations professionnelles légalement constituées des membres des professions mentionnées au premier alinéa, soit des experts comptables ou des sociétés inscrites à l'ordre des experts comptables.

Peuvent adhérer à ces associations les membres des professions libérales et les titulaires de charges et offices qui souscrivent à l'engagement pris, dans des conditions fixées par décret, par les ordres ou les organisations professionnelles dont ils relèvent, d'améliorer la connaissance des revenus de leurs ressortissants.

Peuvent également adhérer à ces associations agréées tous les contribuables qui disposent de revenus non professionnels imposés dans la catégorie des bénéficiaires non commerciaux, soumis au régime de la déclaration contrôlée de droit ou sur option, et qui auront souscrit un engagement d'amélioration de la connaissance des revenus, selon un modèle fixé par arrêté ministériel.

**Liens relatifs à cet article**

## Cité par:

- Décret n°2007-1716 du 5 décembre 2007, v. init.
- Arrêté du 2 avril 2008 - art., v. init.
- Décret n°2009-707 du 16 juin 2009, v. init.
- Arrêté du 26 juin 2009 (V)
- Arrêté du 26 juin 2009 - art. (V)
- Arrêté du 26 juin 2009 - art. 1 (V)
- Arrêté du 26 juin 2009 - art. 1, v. init.
- Arrêté du 26 juin 2009 - art., v. init.
- Arrêté du 26 juin 2009, v. init.
- Arrêté du 25 novembre 2010 - art. (V)
- CODE GENERAL DES IMPOTS ANNEXE 2, CGIAN2. - art. 371 M (V)
- CODE GENERAL DES IMPOTS ANNEXE 2, CGIAN2. - art. 371 M (V)
- CODE GENERAL DES IMPOTS, CGI. - art. 1649 quater H (VD)
- CODE GENERAL DES IMPOTS, CGI. - art. 1649 quater H (VT)
- Code général des impôts, CGI. - art. 1649 quater G (V)
- Code général des impôts, CGI. - art. 1649 quater H (V)
- Code général des impôts, annexe 2, CGIAN2. - art. 371 M (VD)
- Code général des impôts, annexe 2, CGIAN2. - art. 371 M (VD)
- Code général des impôts, annexe 2, CGIAN2. - art. 371 Q (V)
- Code général des impôts, annexe 2, CGIAN2. - art. 371 Q (VD)
- Code général des impôts, annexe 4, CGIAN4. - art. 164 F quater vicies (V)